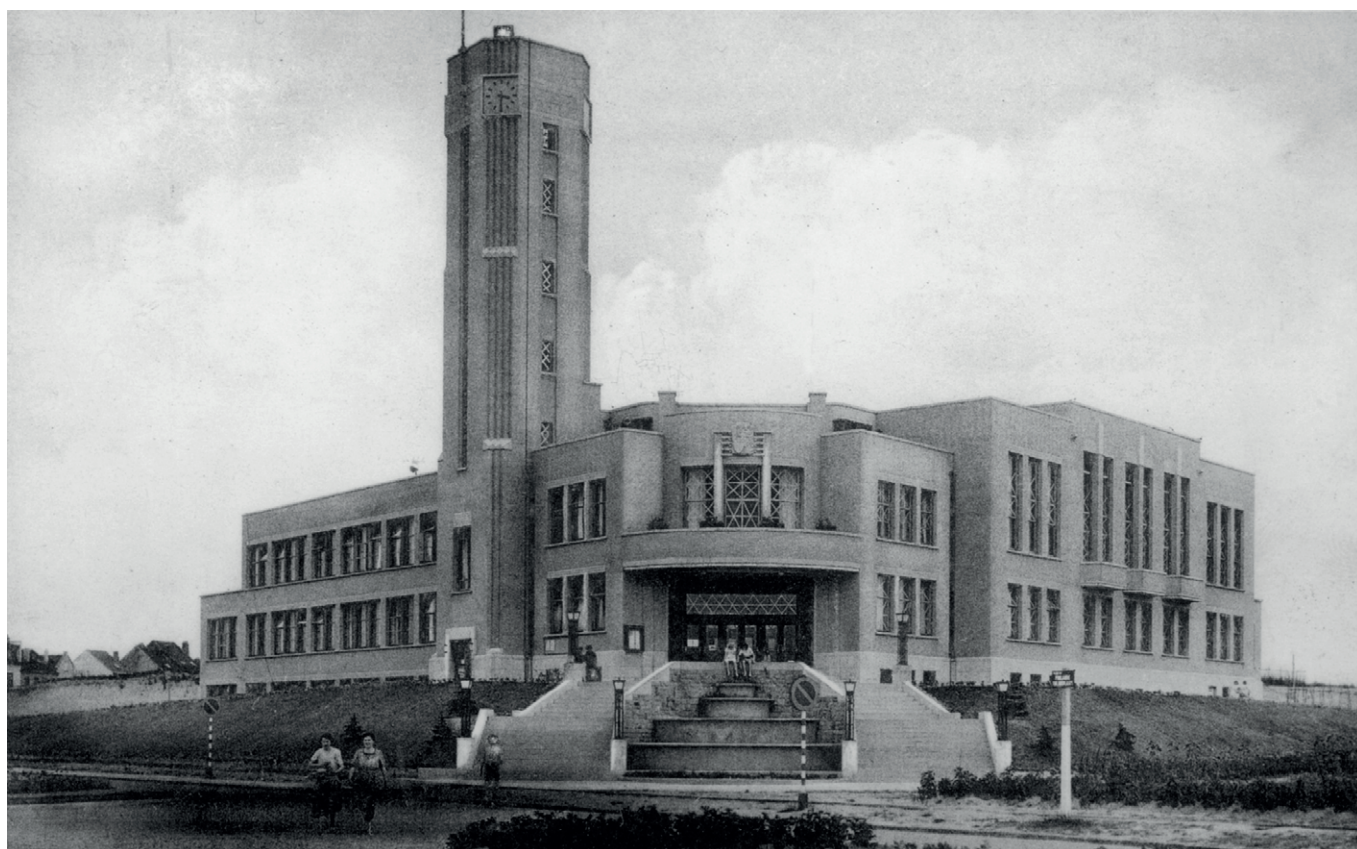
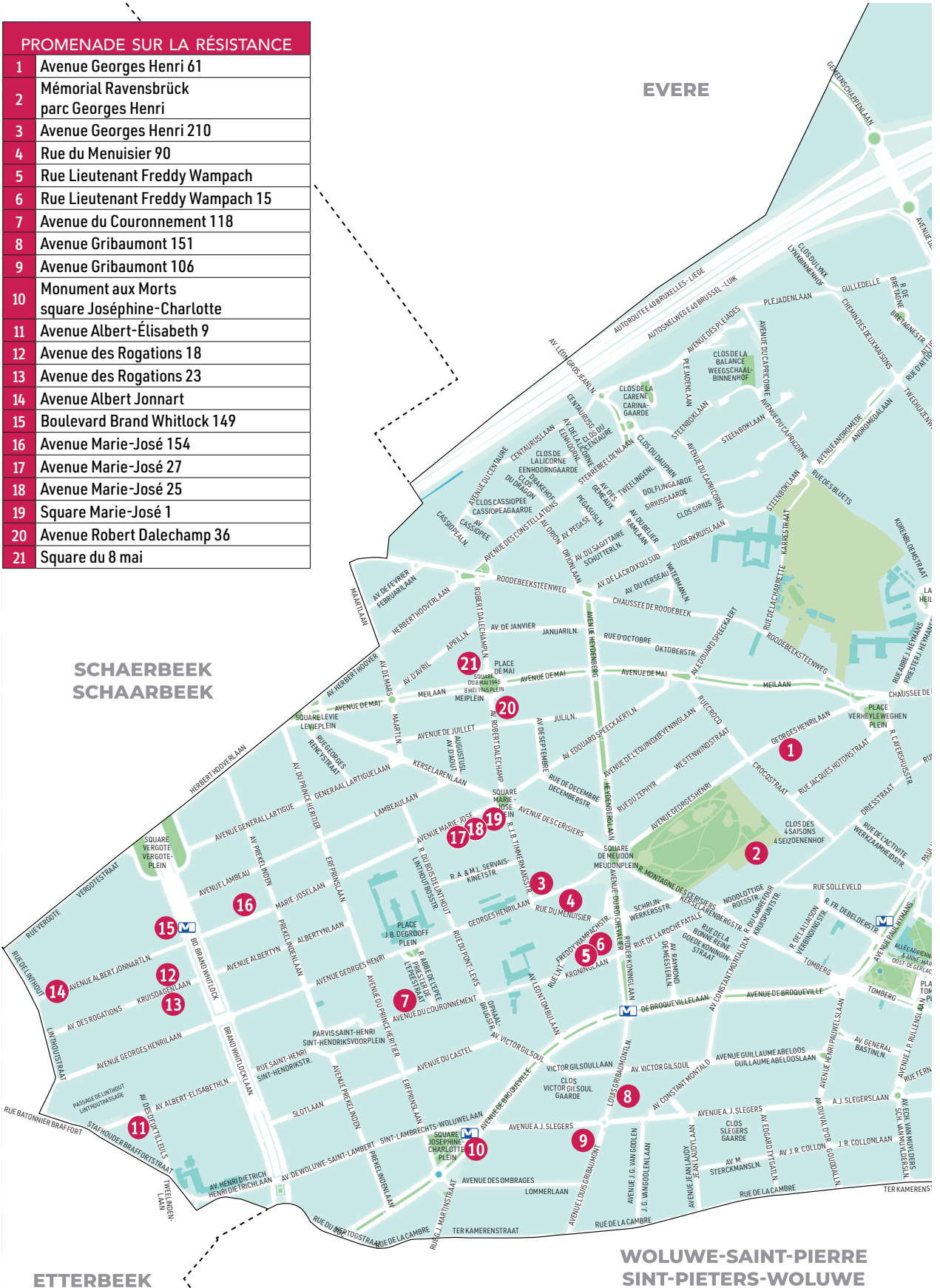


Une promenade de la Résistance À WOLUWE-SAINT-LAMBERT



PROMENADE SUR LA RÉSISTANCE	
1	Avenue Georges Henri 61
2	Mémorial Ravensbrück parc Georges Henri
3	Avenue Georges Henri 210
4	Rue du Menuisier 90
5	Rue Lieutenant Freddy Wampach
6	Rue Lieutenant Freddy Wampach 15
7	Avenue du Couronnement 118
8	Avenue Gribaumont 151
9	Avenue Gribaumont 106
10	Monument aux Morts square Joséphine-Charlotte
11	Avenue Albert-Élisabeth 9
12	Avenue des Rogations 18
13	Avenue des Rogations 23
14	Avenue Albert Jonnard
15	Boulevard Brand Whitlock 149
16	Avenue Marie-José 154
17	Avenue Marie-José 27
18	Avenue Marie-José 25
19	Square Marie-José 1
20	Avenue Robert Dalechamp 36
21	Square du 8 mai



SCHAERBEEK
SCHAARBEEK

EVERE

WOLUVE-SAINTE-PIERRE
SINT-PIETERS-WOLUVE

ETTERBEEK

Une promenade de la Résistance à Woluwe-Saint-Lambert

Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie envahit la Belgique. Dix-huit jours plus tard, le Roi Léopold III capitule, alors que ses troupes se défendent encore valeureusement sur les champs de bataille. La Belgique est une nouvelle fois occupée, la liberté si durement acquise en 1918 n'aura duré que 22 ans. L'occupant édicte les lois, choisit ses nouvelles victimes : Juifs, communistes, francs-maçons, Roms, syndicalistes, journalistes, avocats. Dans tout le pays, des femmes et des hommes rejettent cet état de fait et décident de résister, par les armes ou non. Woluwe-Saint-Lambert a également été marquée par ces combattants de l'ombre, comme en témoignent panneaux commémoratifs, noms de rue et monuments.



*L'Hôtel communal durant la guerre. Les carreaux sont renforcés de bandes de papier autocollantes afin d'éviter la dispersion des éclats de verre en cas de bris causés par des bombardements ou chutes d'obus
© Archives communales de Woluwe-Saint-Lambert · d'après une ancienne carte postale*

1. Ici vivait la **famille Hoton** (avenue Georges Henri 61)

Né en 1893, **Edmond Hoton** a déjà une riche carrière de journaliste derrière lui lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate. Il est du nombre, entre autres, des rédacteurs du Pourquoi Pas ? périodique qui, par ses positions résolument antinazies, devient rapidement la cible de l'occupant. Rebelle dans l'âme, Edmond rejoint la Résistance, d'abord le réseau de renseignement Zéro, ensuite les Milices patriotiques du Front de l'Indépendance, dont il coordonne les actions à Woluwe-Saint-Lambert.

Suzanne Demanet, nom de guerre Olga, n'est pas moins active que son mari : elle est responsable à la libération de la mise sur pied de trois hôpitaux de campagne, dont le plus grand sera installé dans l'Institut des Sourds et Muets situé avenue Georges Henri. Deux cent lits y seront mis à la disposition des blessés !

La génération suivant ne reste pas sur la touche. **Renée Hoton** est âgée d'à peine 21 ans lorsqu'elle devient agente de liaison pour les Milices patriotiques. En septembre 1944, elle fera partie des bataillons chargés de supprimer les dernières poches de résistance allemandes dans la forêt de Soignes. Son frère, **Jacques**, 17 ans, projette quant à lui de rejoindre Londres. Mais attiré dans un guet-apens aux abords du champ d'aviation de Gosselies, d'où il pensait pouvoir entamer son aventure, il est mortellement blessé par balles le 7 août 1941.

L'émouvant souvenir de Jacques Hoton Jeune héros de la Résistance

Ceux qui sont nés des deux
seulx seuls.



Pour sa félicité de Jacques Hoton. A la mort d'un soldat français, dans la terrible bataille de France, dans la nuit de novembre. Beaucoup de drapaux en sont dans les rangs au Grand-Père, sans en compter le Doy, des vaincus, ou plutôt des péchés vus de tous les côtés du pays pour rendre un hommage posthume des plus émouvant à un jeune héros de la Résistance, J. Hoton, fils du correspondant de guerre, romancier.

Edmond Hoton, notre excellent ami Jacques, résisteur de la première heure contre son père, sa mère et sa sœur (dans le sens de F.I.) avait été tué dans un guet-apens et assassiné lâchement au bordure du champ d'aviation de Gosselies le 7 août 1941, le moment où il tentait de s'échapper de Belgique pour s'enfuir en Angleterre.

La dépouille mortelle de Jacques Hoton a été ramenée à Ailly, ville natale de la famille Hoton. Dès 11 heures, dans la chapelle ardente dressée en la Maison Communale et où le cercueil était entouré d'une multitude de couronnes et de gerbes, d'innombrables personnes débiles ont voulu s'élancer devant les cercueils de ceux qui ont eu la résistance de notre belle jeunesse sur la Grand-Place même, s'élevant dans un détachement d'honneur de l'infanterie, les drapeaux et défilés de nombreuses sections du P.I. le corps des pompes et les cordons des écoles, en nombre impressionnant.

À la levée du corps, les autorités civiles et militaires d'Ailly ayant à leur tête M. Martens, ministre de la Santé publique, se rangent derrière le cercueil recouvert par le drapeau belge et porté par ses Résistants. Le général Péroz, qui a tenu à M. Hoton les dimanches de la Croix de guerre et de la Croix de l'Ordre de la Couronne décernée à son fils à titre posthume prend la parole et adresse l'ardent patriotisme de Jacques Hoton, digne fils de son père et magnifique exemple pour ses jeunes camarades.

M. Péroz, professeur honoraire de l'Université de Bruxelles dont Jacques était un élève modeste et le professeur Wilfrid Rogier rendent un hommage émouvant à la mémoire de celui qui a fait honneur à leur institution. Le professeur dispose sur le cercueil la couronne de laurier réservée à l'héroïque et glorieux combattant.

M. Fernand Demanet, secrétaire général du P.I., glorifie le bel esprit de résistance de Jacques Hoton et fait un pathétique appel des morts dans l'arbitraire clandestin au triangle Ath-Lesclap-Tourmal, où les P.I. ont payé très cher une série d'actes d'héroïsme. On entend encore M. Morffe, délégué de la section P.I. de Woluwe-Saint-Lambert à laquelle appartiennent les parents et la sœur de Jacques; puis le long cortège se rend vers l'église Saint-Julien, où est célébré un service funèbre devant une assistance nombreuse.

À l'orgue, M. André Dumortier, jumelé au concours larynx, épouse du Muzet et du Boshoven, M. Vermeulen, de la Monnaie chante à voix l'Ave Maria de Schubert, morceau préféré du défunt.

À l'issue du service, le cortège se reforme et s'acheminé vers la cimetièrre communale, où se trouve le tombeau de la petite d'Amour.

W. V.

le coin des RESISTANTS



On recherche : Jean BEAUGÉ, 25, Avenue Victor-Baril, Dohain-Limbourg, ex-officier de carrière, né à Limbourg, le 14-7-1888, Prisonnier Politique, arrêté à Verviers le 26-11-1945, passé par la Citadelle de Liège, transféré Allemagne, a séjourné à Gross-Rosen sous le n. 41666.

A été vu pour la dernière fois le 20-3-44 à Gross-Strehlitz (Haute-Silésie).

Prévoir donner tous renseignements à M. T. Strécher, 4, Mont du Moëlin, à Verviers



Le général Péroz prononçant son allocution. A gauche de l'officier un résistant M. Edmond Hoton, plus loin, en civil, M. Fernand Demanet.

Hommage à Jacques Hoton dans Front, le journal du Front de l'Indépendance paru à partir d'octobre 1943. Coupure issue de l'édition du 2 décembre 1945 © Musée des Résistances

Il sera inhumé avec les honneurs à Ath, sa terre natale, en novembre 1945. La rue de la Mutuelle est rebaptisée rue Jacques Hoton en 1945.

*Rendons également hommage à **Fernand Dechamps** (rue Crocq 77). Partisan armé, il monte du matériel de réception pour les services de renseignement. Il est arrêté en 1941 alors qu'il participe à un sabotage. Incarcéré à Hasselt, condamné à trois mois d'enfermement, il subit la torture dont notamment un « régime chaud-froid » destiné à le rendre malade. À sa libération, il est atteint d'une pneumonie dont il guérit mais garde de lourdes séquelles. Le 16 juillet 1946, son cœur meurtri par la maladie, s'arrête de battre définitivement.*

Jules Portauw (rue Jacques Hoton 7) est le chef du service population de la commune. Membre du groupement de Résistance Les Insoumis, il collabore étroitement avec ses collègues Guillaume Abeloos et Albert Jonnart pour produire de faux documents qui seront ensuite remis aux réfractaires et autres individus poussés dans la clandestinité par les ordonnances allemandes. Dénoncés, Portauw et Abeloos sont appréhendés par la Gestapo à la maison communale. Commence alors un long et éprouvant périple qui le mènera à travers les prisons belges et le système concentrationnaire du Troisième Reich. Il disparaît lors du transfert vers le camp de Bergen-Belsen, laissant derrière lui une femme et un enfant. Un vitrail a été installé dans l'escalier d'honneur de l'hôtel communal en mémoire de Guillaume Abeloos, Jules Portauw et Nicolas Gobiet, trois agents communaux morts pour la Belgique.

Gustave Beaumont (chaussée de Roodebeek 144), charpentier de son état, rejoint les rangs des Milices patriotiques en 1943. Il est actif pour Solidarité, un organisme issu du Front de l'Indépendance qui porte secours aux proches des prisonniers politiques et aux réfractaires. Il ne laisse pas pour autant la Résistance armée de côté : attentat à la grenade dans un parc automobile allemand à Boitsfort, incendie du dépôt de couvertures pour le personnel militaire allemand rue du Remorqueur et attaque à la grenade du bureau des Jeunesses hitlériennes situé rue Royale.

2. Le mémorial Ravensbrück (parc Georges Henri)

Ravensbrück était un camp de concentration situé dans le nord-est de l'Allemagne. Il accueillait exclusivement des femmes, et parfois leur enfant. La majorité des documents liés à l'administration des camps de concentration nazis ayant été détruits, on ne peut que spéculer sur les chiffres. On estime que plus de 120.000 femmes y ont été emprisonnées et que la moitié d'entre -elles y a péri. Ravensbrück est aussi tristement célèbre pour les expériences qui y ont été menées sur les captives. Un camp annexe pour hommes avait également été établi par les SS en 1941.

Le mémorial érigé en hommage aux femmes Résistantes et à leurs enfants est l'œuvre de la sculptrice Thérèse Chotteau et de l'architecte Thierry Gonze. Il a été inauguré par l'asbl Monument Ravensbrück en octobre 2000. En son centre, une sculpture en bronze représente une femme debout protégeant de son bras un enfant blotti contre elle. Ils sont positionnés à contre-jour, leurs silhouettes se découpant sur un mur massif et sombre. Ils sont habillés d'une simple chemise de prisonnier et affichent une posture digne, marquant le refus de se soumettre à la barbarie. Le socle représente le sol remué et boueux du camp, qui a pour toujours hanté le souvenir des survivantes.



Mémorial Ravensbrück © Archives communales de Woluwe-Saint-Lambert

Sur le lutrin, situé à droite du monument, un extrait d'une lettre de Marguerite Bervoets, jeune poétesse et enseignante belge décapitée le 8 août 1944 à Wolfenbuttel.

3. Ici vivait **Maria Koninx** (avenue Georges Henri 210)



Maria Koninx était la propriétaire du cabaret qui se tenait autrefois en ces lieux. Elle a 45 ans lorsque l'Allemagne envahit la Belgique et elle en a 48 lorsque Jack De Leener, dont il sera sujet ultérieurement, la recrute au sein des Partisans armés. Maria fournit de fausses cartes d'identité et de faux actes de décès. Son activité principale est l'hébergement de parachutistes anglais, ce pourquoi elle sera arrêtée en janvier 1944. Six mois plus tard, elle est condamnée à mort. Elle est libérée de la prison de Saint-Gilles le 3 septembre 1944, quelques heures avant l'entrée dans Bruxelles des premières troupes alliées.

Au coin des avenues Georges Henri et Jean-Baptiste Timmermans se trouvait la "Brasserie du Pigeon pâle", tenue par Maria Koninx durant la guerre. Photo de 1966 © Archives communales de Woluwe-Saint-Lambert

Partisans armés, Armée secrète, Groupe G... en Belgique, 16 mouvements de Résistance armée sont officiellement reconnus. Après la guerre, toute personne qui a effectivement été reconnue comme Résistant armé se voit octroyer une pension militaire (équivalant au temps passé dans la Résistance) et est prioritaire dans l'octroi d'emplois dans la fonction publique. Certains Résistants, ou descendants de ceux-ci, trouvent toutefois la procédure de reconnaissance trop contraignante et renoncent à introduire une demande. D'autres, par appât du gain ou séduits par les honneurs, entament les formalités sans jamais s'être engagés contre l'occupant.

Rendons hommage à **Gaston Payez** (avenue de l'Equinoxe 53), ingénieur commercial membre des Milices patriotiques. Ses activités patriotiques ayant attiré l'attention des autorités occupantes, il est arrêté comme otage et doit « convoyer » les trains allemands de la ligne Bruxelles-Maastricht pendant deux mois. Cette mesure doit dissuader les bombardements alliés. Relâché, Gaston ne peut pas pour autant vivre en paix : il est à nouveau recherché en août 1944, son nom apparaissant sur une liste de francs-maçons à abattre.

Émile Mouffe (rue du Bois de Linthout, 7) est un industriel qui collabore avec Gaston Payez. Il est surtout le fondateur du journal clandestin *Sursum Coda*, « feuille d'opposition nationale à la domination germanique » !

Durant la Seconde Guerre mondiale, **Léonce Coutuer** est le père supérieur de l'Institut des Sourds et Muets, situé avenue Georges Henri. Il a hébergé trois enfants juifs dans l'établissement. Avec le concours des moines de l'Institut, il a pu cacher ses jeunes hôtes dans une remise lors d'une perquisition de la Gestapo visant à débusquer des aviateurs britanniques. Les enfants ont ainsi pu survivre à la Shoah et l'un d'eux a vécu dans la famille de Coutuer jusqu'au retour de sa mère des camps de concentration.

Armand Blavier (rue de la Roche Fatale 26) est entrepreneur en transports et père de deux enfants qui ont déjà plus de vingt ans lors de l'invasion. Armand est actif pour le service Zéro, pour lequel il entretient une cache d'armes et de munitions à son domicile. Il fournit également des renseignements. Il est arrêté par la Geheime Feldpolizei et écroué à la prison de Saint-Gilles. Faute de preuves à son encontre, il subit 7 mois d'interrogatoires musclés avant d'être relâché, fort affaibli. Le 28 août 1943, le docteur Klein demeurant au 221 de l'avenue des Cerisiers est appelé d'urgence chez les Blavier. Il ne peut que constater le décès d'Armand, mort d'une embolie foudroyante, sans doute causée par les sévices subis.

Peu de choses sont connues au sujet d'**Albert Polosinski** (avenue Georges Henri 223). Il était représentant de commerce, né en 1912 à Bruxelles, ce qui n'avait sans doute aucune importance pour l'autorité occupante qui s'intéressait beaucoup plus à sa religion. Polosinski est déporté depuis Drancy (France) le 11 novembre 1942 vers Auschwitz, dont il n'est pas revenu.

4. Ici vivait **Jack De Leener** (rue du Menuisier 90)

Jacques « Jack » De Leener est né en 1923 à Anderlecht. Au début de la guerre, il est soudeur et malgré son jeune âge, il n'hésite pas à entrer dans la Résistance. D'abord, il le fait à titre personnel en distribuant de la presse clandestine. À vingt ans, il rejoint les rangs des Partisans armés, où il s'illustrera rapidement. En octobre 1943 il désarme un sous-officier allemand au square Vergote. Pisté par plusieurs poursuivants, il parvient tout de même à fuir. Quelques jours plus tard, il boute le feu à des wagons remplis de paille en gare de Schaerbeek. Le mois suivant, il aide Maria Koninx à soustraire aux recherches de la Gestapo plusieurs parachutistes alliés. Son rôle prend de l'ampleur dans le groupement, où il est actif au sein d'un groupe de choc sous les ordres de Gaston Yernaux. Il fournit des renseignements précieux aux Partisans, dont les plans du champ d'aviation d'Evere. Les motifs de son arrestation, le 23 avril 1944 ne sont pas clairs. Selon



Portrait de Jacques "Jack" De Leener vers 1940
© Musée des Résistances

ses supérieurs, il aurait été appréhendé durant une mission. Cependant, l'autorité occupante l'envoie en camp de travail, à Tegel, en Allemagne. Ce camp accueillait des réfractaires qui y subissaient un régime disciplinaire pendant trois mois. Mais peu de temps après, il est transféré au camp de Grossbeeren, où il perd la vie le 25 mars 1945, âgé de 21 ans.

Au printemps 1942, l'État-major allemand doit mobiliser de nouveaux effectifs pour forcer une avancée sur le front de l'Est. Pour pallier le manque de main-d'œuvre qui en résulte, les dirigeants allemands décident d'engager de force les habitants des pays occupés. En octobre de la même année, une ordonnance instaure le travail obligatoire en Allemagne pour les hommes entre 18 et 50 ans et pour les femmes entre 21 et 35 ans. On estime que près d'un demi-million de Belges sont ainsi réquisitionnés pour l'industrie allemande. Ceux qui refusent cet état de fait sont obligés d'entrer dans la clandestinité, en tant que réfractaire ou en tant que Résistant.

5. Dans cette rue habitait **Frédéric « Freddy » Wampach** (rue Lieutenant Freddy Wampach, ancienne rue du Vélodrome)

Né en 1903, **Freddy Wampach** participe à la Campagne des 18 Jours dans la garde territoriale chargée de la surveillance côtière. Après la capitulation belge, il embarque avec huit compatriotes à bord d'une embarcation de fortune. Ils sont récupérés par un destroyer anglais et rejoignent le camp de regroupement des forces belges à Tenby, au Pays de Galles. Freddy Wampach y suit une rude formation de parachutiste et d'opérateur radio. Il participe à la mission Vermillion organisée par le Special Operations Executive (SOE). Il est parachuté en France en septembre 1941, avec pour objectif d'établir un réseau d'exfiltration et un service de renseignement, mission particulièrement périlleuse. Il est arrêté une première fois en mars 1942 près de Bergerac, alors qu'il est en pleine transmission. Emprisonné, il parvient à s'évader et à rejoindre la Belgique. Là, il entre en contact avec Prosper De Zitter, qui s'avère être un redoutable agent du contre-espionnage allemand. Ce dernier a déjà infiltré plusieurs réseaux de renseignement et d'exfiltration ; il dispose avenue Slegers d'une confortable maison où il « cache », avec sa maîtresse et quelques complices, des parachutistes et des Résistants pensant être en sécurité. De Zitter livre Wampach à la Gestapo, qui le fait fusiller le 10 décembre 1943 au Tir national. Il est reconnu posthume Agent de Renseignement et d'Action avec le grade de lieutenant. Il est enterré dans sa terre natale de Vielsalm.



Cette photo de Frédéric Wampach provient d'une fausse carte d'identité qu'il portait sur lui lors de son arrestation. Il utilisait l'alias André Chapuis.
© Service Archives des Victimes de la Guerre Bruxelles

18.716 Agents de Renseignement et d'Action ont été reconnus en Belgique, au sein de plus de 120 services ou missions. Leurs ordres venaient directement ou indirectement du Ministre de la Justice ou de la Défense belge. Espionnage de la machine de guerre allemande, fourniture de renseignements, exfiltration d'aviateurs ou de soldats alliés, organisation et formation des Résistants : autant de tâches qui leur furent confiées. Certains agents ont été parachutés en Belgique par le Special Operations Executive (SOE), un service secret britannique créé par Winston Churchill en 1940, avec pour objectif le soutien de la Résistance dans les pays occupés.

6. **François Van Nerum** vivait dans cette maison (rue Lieutenant Freddy Wampach 15)

L'agent-brigadier de police **François Van Nerum** n'entend pas se plier aux injonctions de l'occupant. D'abord, il se consacre au renseignement au sein des services Athos et Luc-Marc. Il rejoint ensuite les rangs de la Résistance armée, où il est en charge des formations des Milices patriotiques au sein de la police d'Auderghem. De ses faits d'armes, retenons la destruction d'un garage utilisé par l'occupant à Saint-Josse (rue du Moulin), un vol d'armes à l'hôtel de ville de Bruxelles et son aide précieuse aux aviateurs alliés au sein du réseau Eva. Il héberge aussi par exemple un artilleur d'aviation américain, Paul Appleby (voir photo). Les différents mouvements de police sont assimilés aux groupes de combat de la Police de Bruxelles à l'aube de la Libération.

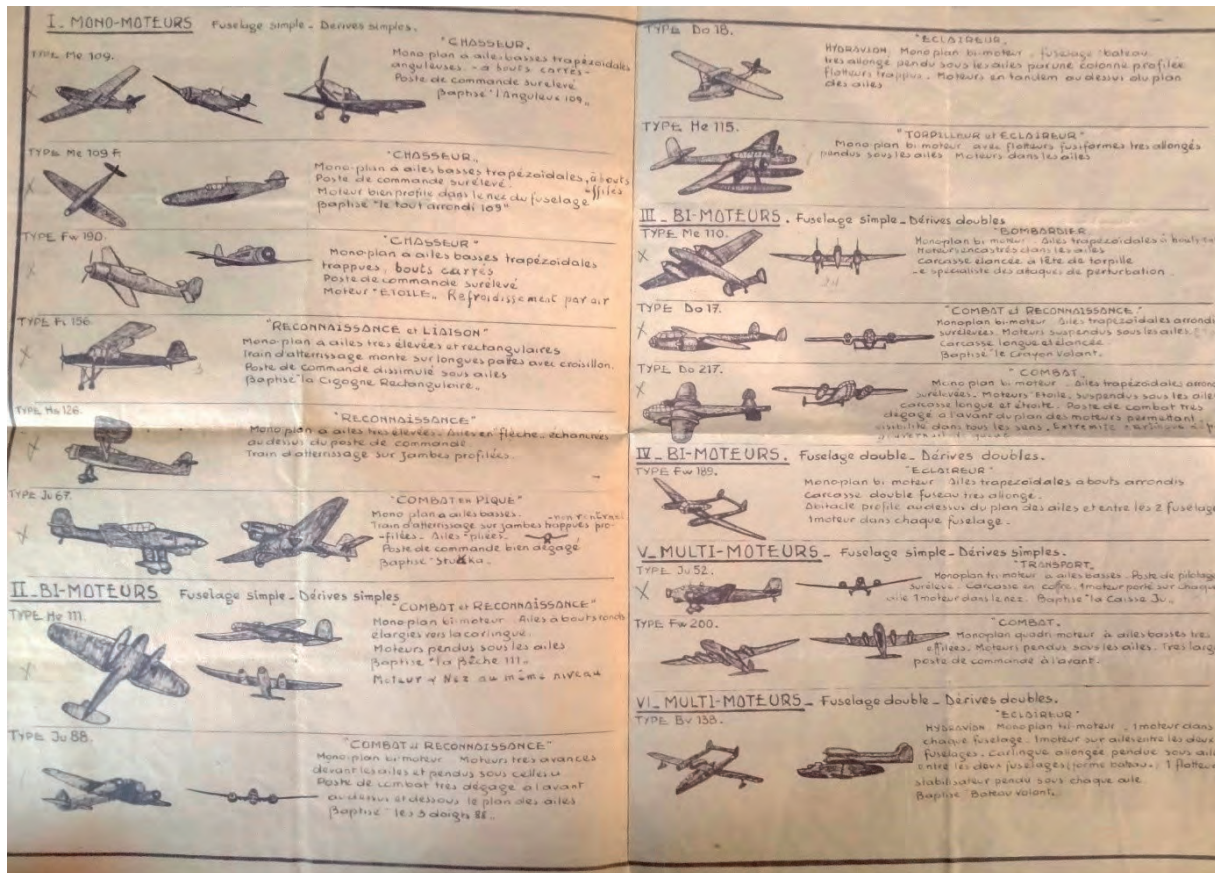


Van Nerum en commande le deuxième groupe, avec lequel il attaque un dépôt militaire allemand et détruit des batteries de DCA à Sterrebeek le 3 septembre 1944.

Portrait de François Van Nerum portant l'uniforme de police
© Musée des Résistances

7. Ici habitait Georges Hock (avenue du Couronnement 118)

Georges Hock a 57 ans lorsque la guerre éclate. Il s'engage dans les Milices patriotiques où il est en charge de la surveillance des champs d'aviation de Beauvechain, Chièvres, Evere et Melsbroek. À côté de ça, il doit également garder un œil sur les dépôts de munitions allemands qui sont répartis dans la forêt de Soignes. Après le débarquement, il est affecté à la surveillance des chemins de fer, en particulier les transports de troupes allemands et le matériel militaire, dont les tristement célèbres V1 et V2. Après la guerre, Georges prend sa retraite et devient, selon ses propres mots, artiste lyrique.



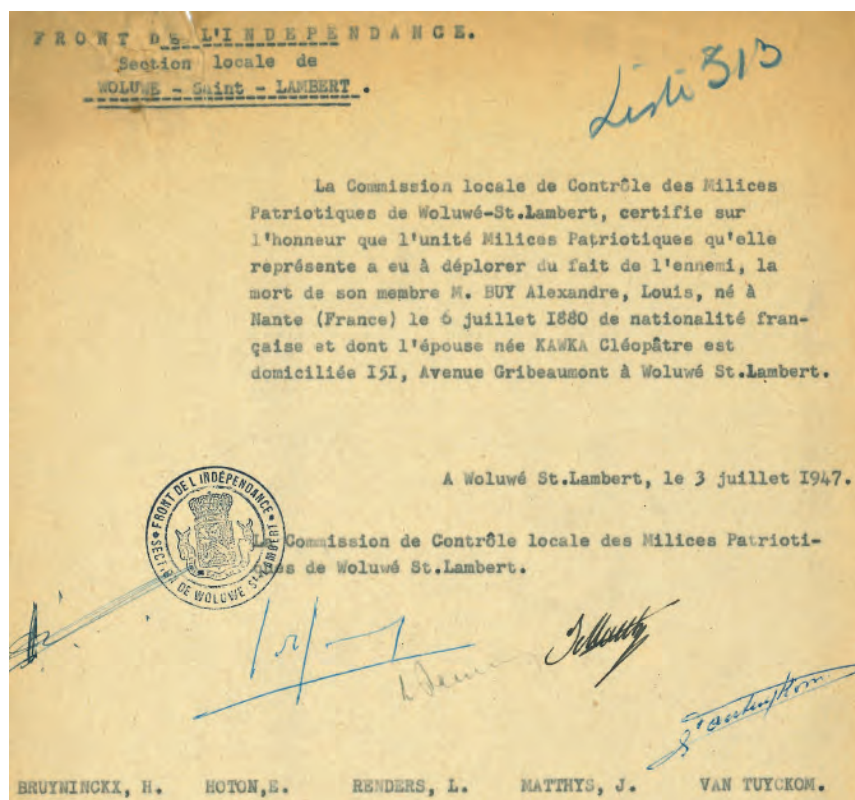
Guide rapide pour l'identification des modèles d'avions allemands qu'avait en sa possession Léon Delrue, sous-lieutenant du Service de Renseignement et d'Action Mill, chargé de la surveillance de l'aérodrome de Florennes
© Archives familiales Pauwels-Maufort

Rendons hommage à **Guillaume Abeloos**, receveur puis secrétaire communal. Suite à la réorganisation administrative et la création du « Grand Bruxelles » en septembre 1942, il se retrouve à la tête du district des deux Woluwe. Usant de sa position privilégiée, ce membre du groupe de Résistance Les Insoumis confectionne de fausses cartes d'identité destinées aux jeunes réfractaires qui veulent se soustraire au travail obligatoire. Dénoncé, il est arrêté par la Gestapo avec son subalterne, Jules Portauw, le 19 janvier 1944 à l'hôtel communal. Il est déporté à Flossenburg où il perd la vie en février 1945. Dans la prolongation de l'avenue Victor Gilsoul se trouve l'avenue Guillaume Abeloos.

Gilbert Simar (avenue du Couronnement 4) est un employé de banque qui avait créé son propre groupe de Résistance « Brabant » où il se spécialisait dans l'assistance aux évadés (prisonniers de guerre et réfractaires). Sa faction est absorbée par le Front de l'Indépendance en 1943, il se consacre alors au signalement des agents travaillant pour l'ennemi.

8. Ici vécut **Alexandre Louis Buy** (avenue Gribaumont 151)

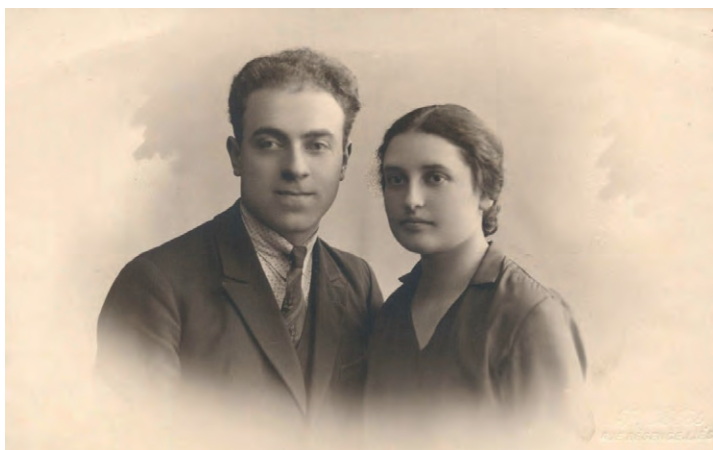
Né à Nantes en 1880, cet ingénieur et officier de carrière a plus de soixante ans lorsqu'il est recruté comme responsable militaire des Milices patriotiques pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert (dont la section comprend alors aussi le quartier de Stockel). Il est également actif pour le Service Luc-Marc auquel il fournit des renseignements. Il est arrêté une première fois en 1941 alors qu'il s'interpose entre une femme enceinte et des feldgendarmes qui la brutalisent. Il est enfermé pendant deux mois à Breendonk, non sans avoir d'abord subi les sévices de la Gestapo, installée avenue Louise. Durant son emprisonnement, il fait la connaissance de Paul Michel Gabriel Lévy. Il est appréhendé une seconde fois lors d'un rendez-vous avec les chefs de la Section du grand Woluwe le 25 avril 1944. Il est emprisonné à Breendonk puis déporté à Buchenwald, dont il ne revient pas, laissant derrière lui une femme et trois enfants.



Attestation par la section locale de Woluwe-Saint-Lambert qu'Alexandre Louis Buy appartenait à ses rangs et a été tué par l'ennemi © Musée des Résistances

9. Ici vécurent **Have Groisman** et **Ghert Jospa** (avenue Gribaumont 106)

Have Groisman naît en Roumanie en 1910. C'est en terminant ses études d'assistante sociale à Liège qu'elle rencontre son futur mari, **Ghert Jospa**. Le jour de leur mariage, ils s'inscrivent au Parti communiste de Belgique, parti qui devient clandestin en 1941. Après les premières rafles de 1942, les époux convainquent le Front de l'Indépendance de créer le Comité de Défense des Juifs (CDJ). Have, plus connue sous le nom d'Yvonne Jospa (son nom de guerre est Yvonne Jaspar), est notamment chargée de trouver des lieux sûrs où héberger les enfants. En tout, l'organisation permettra de sauver entre 3000 et 5000 enfants juifs. Elle décède en janvier 2000 à l'âge de 89 ans.



Portrait de Ghert et Yvonne Jospa vers 1933
© Kazerne Dossin – Coll. Maxime Steinberg - Mechelen

Ghert Jospa naît à Rezina en Bessarabie (aujourd'hui la Moldavie) en 1905. Comme son épouse, il est l'un des dirigeants du CDJ, en contact constant avec les Partisans armés. Ghert est arrêté le 21 juin 1943 et incarcéré à Breendonk où il reste pendant près d'un an, avant d'être déporté à Buchenwald. Il survit à l'horreur des camps et est libéré le 11 avril 1945. Il n'est rapatrié qu'un mois plus tard, lourdement et définitivement affaibli par sa longue incarcération. Il meurt en 1966.

Après la guerre, le couple participe à la fondation de l'aile belge du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, fondé à Paris en 1949 et rebaptisé « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » (M.R.A.X.) en 1966.

Les ordonnances antijuives se multiplient dès 1940 en Belgique. Dès le mois d'octobre, les personnes considérées comme juives par l'occupant doivent s'inscrire dans un registre des Juifs. Durant les mois suivants, les Juifs sont petit à petit exclus de la vie professionnelle en leur interdisant l'accès aux professions libérales et à la fonction publique. À partir d'août 1941, un couvre-feu leur est imposé et ils ne peuvent résider qu'à Anvers, Bruxelles, Liège ou Charleroi. Le port de l'étoile jaune devient obligatoire le 27 mai 1942.

10. Le monument aux Morts (square Joséphine-Charlotte)

Le monument aux morts est l'œuvre du sculpteur Eugène Canneel (1882-1966), il a été érigé en 1922 au square des Vaillants (aujourd'hui square de Meudon). Représentant une allégorie de la Nation pleurant ses enfants morts pour la patrie, l'œuvre honore les combattants militaires et civils woluwéens tombés durant la Première Guerre mondiale. En 1948, Canneel est chargé du déplacement du monument vers le square Joséphine-Charlotte, le square de Meudon faisant l'objet de grands travaux de



Le Monument aux Morts à son emplacement d'origine
© Archives communales de Woluwe-Saint-Lambert

réaménagement. À cette occasion, il modifie le socle de l'œuvre et ajoute le muret semi-circulaire qui l'entoure, afin d'y ajouter les noms des victimes de la Seconde Guerre mondiale. En 2014, la Commune a fait ajouter les noms des déportés juifs ayant été domiciliés à Woluwe-Saint-Lambert.

11. Ici vivait **Henri Gilmont** (avenue Albert Elisabeth 9)

Facteur des postes, **Henri Gilmont** s'oppose à l'occupant en sabotant le courrier destiné aux autorités allemandes. L'acte est loin d'être négligeable : certains employés des postes s'étaient spécialisés dans l'interception du courrier adressé à la Gestapo, en particulier les lettres de dénonciation. Gilmont devient militant au sein des Comités de lutte syndicale (CLS), des syndicats communistes clandestins actifs au sein d'entreprises. À l'aide d'une plano, un dispositif portatif permettant de photocopier des documents, il imprime des tracts et de la presse clandestine à son domicile. Il est recruté par les Partisans armés avec lesquels il participe à plusieurs actions armées : destruction du poste de repérage allemand et de trois pylônes à haute tension à Woluwe-Saint-Pierre, sabotage de voies ferrées à Laeken et à Diegem, où un train de permissionnaires allemands est touché. À Schaerbeek il prend part à une expédition punitive contre un rexiste. Il participe aux combats de la libération à Bruxelles, Arendonk, Anvers, Réthy et Turnhout. Lors de la démobilisation, il s'engage dans l'armée régulière.

*Rendons hommage à **Louis Braffort** (rue bâtonnier Braffort). Louis Braffort a eu l'occasion de voyager durant ses études de droit, notamment à l'Université de Berlin où il apprend l'allemand. Quand la Première Guerre éclate, il fait partie des avocats offrant leurs services aux patriotes, dont Edith Cavell et Philippe Baucq. Lors de la seconde occupation allemande, alors qu'il est le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Bruxelles, il relance le Comité de défense gratuite et poursuit ses interventions patriotiques. Il refuse notamment de transmettre à l'occupant les listes des avocats juifs, il proteste systématiquement auprès de l'occupant quand le droit est bafoué ou encore, il réédifie le mémorial aux martyrs de 1914-1918 du Palais de Justice, démonté lors de l'invasion du pays (novembre 1943). Cet acte hautement symbolique a fait beaucoup de bruit et lui a valu de figurer sur une liste de personnes à abattre publiée par les rexistes. Il fait l'objet d'une première tentative d'assassinat par des rexistes en février 1944. Le 22 août, alors que la force occupante est sur le point de céder face aux assauts alliés, Braffort est enlevé et assassiné par des rexistes.*

Comme beaucoup d'officiers de carrière, le colonel BEM **Jean-Baptiste De Schrijver** (avenue Albert-Élisabeth 23) s'engage comme Résistant dans la Légion belge. Arrêté en septembre 1943, c'est le début du funeste refrain : prison de Saint-Gilles, Esterwe-

gen et Gross-Rosen. Lors de l'évacuation du camp en février 1945, il est jugé intransportable. C'est la dernière fois qu'il a été vu vivant.

Gaston Grignard (avenue des Rogations 87) est né à Londres durant les derniers mois de la Première Guerre mondiale. Rien de plus normal pour lui donc de travailler pour un service de renseignement directement en contact avec sa ville natale. Ce service de renseignement et d'action se nomme Benoît. Ses membres récoltent des informations provenant d'autres réseaux de renseignement qu'ils transmettent ensuite vers la Grande-Bretagne. Ils jouent également un rôle non négligeable dans l'exfiltration des aviateurs alliés. Gaston, qui arbore le grade de lieutenant au sein de Benoît, est arrêté pour le motif d'espionnage le 22 janvier 1942. En détention préventive à Bochum, il y aurait reçu un « colis interdit ». Il est alors incarcéré à Brandebourg où il décède le 3 juin 1944.

12. Ici vécut **Paul Michel Gabriel Lévy** (avenue des Rogations 18)

Ingénieur commercial de formation et journaliste à l'Institut national de Radiodiffusion, il refuse de servir la radio contrôlée par l'occupant, ce pourquoi il est arrêté et enfermé à Breendonk. Après sa libération, le 20 novembre 1941, il rejoint Londres. Il intègre le cabinet du ministre belge de l'information et parle sur les ondes de la BBC à l'attention de la Belgique occupée (Radio Belgique). C'est dans ce contexte qu'il fonde la mission Samoyède, dont le but est la mise sur pied d'un réseau secret d'émetteurs (dès 1943), qui permettra la diffusion d'émissions libres dès la libération de Bruxelles le 4 septembre 1944. Après la guerre, il devint le directeur du Conseil de l'Europe. Il fut ainsi à l'origine du drapeau européen aux douze étoiles.



Paul M.G. Lévy dessiné par son codétenu Jacques Ochs à Breendonk
© Jacques Ochs, Breendonck : Bagnards et bourreaux, Editions du Nord, Bruxelles, 1947

13. Ici vécut **Paul Bertaux** (avenue des Rogations 23)

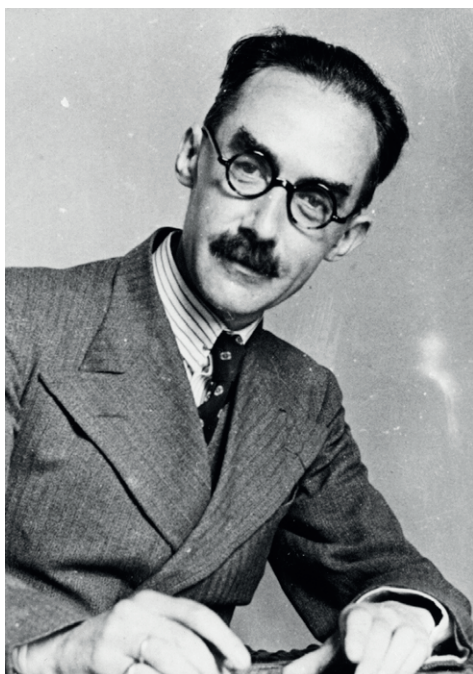
Paul Bertaux n'a que 17 ans lorsque la guerre éclate. En 1943, il est appelé au travail obligatoire en Allemagne. Bertaux choisit l'illégalité et se réfugie dans la région du Centre, dans le Hainaut d'où il est originaire. Quelques mois après, il rejoint les Partisans armés. Il s'illustre rapidement en s'en prenant aux charbonnages de Bascoup (Chapelle-lez-Herlaimont), d'abord en sabotant les cabines électriques qui alimentaient les lieux, puis en volant une importante somme d'argent (près d'un million d'anciens francs belges). Vols d'argent, de timbres de ravitaillement vont s'accumuler. En juin 1944, il dynamite la maison d'un collaborateur à Morlanwelz.

Il est cité à l'ordre du jour des Partisans armés à plusieurs reprises. Le 16 juillet 1944, il délivre un frère d'armes arrêté par trois SS. Il désarme ces derniers, s'empare de leur uniforme et les exécute. À la veille de la Libération, il sabote les fours Martin de la Centrale des Aciéries de Haine-Saint-Pierre provoquant l'arrêt complet de l'usine. Cette dernière, ainsi que ses quelque 2000 ouvriers, sont ainsi épargnés par les bombardements alliés. Il participe aux combats de la Libération en tant que Commandant de bataillon alors qu'il n'a encore que 22 ans. Volontaire de guerre à partir d'octobre 1944 dans l'armée régulière. Après la guerre, il intègre la gendarmerie avec le grade de Maréchal de logis.

Carte de membre de l'amicale des Partisans Armés. Après la fin de la guerre, elle cimentait l'appartenance de son porteur aux Partisans armés et la cotisation qui était demandée en échange permettait de financer les œuvres de Solidarité, un organe du Front de l'Indépendance déjà actif durant l'occupation et qui après-guerre, se chargea surtout de soutenir financièrement les veuves et orphelins de résistants décédés, notamment en organisant des camps de vacances. Ces cartes furent distribuées de manière indistincte à partir des décennies suivantes, il suffisait de payer la cotisation pour l'obtenir, et permettaient dès lors de financer les activités du musée des Partisans, devenu aujourd'hui le Musée des Résistances
© Musée des Résistances



14. L'avenue Albert Jonnart



Portrait d'Albert Jonnart, sans date
© Archives communales de Woluwe-Saint-Lambert

Vétéran de la Première Guerre mondiale durant laquelle il a obtenu le grade de commandant, Albert Jonnart est très attaché au quartier Linthout où il anime nombre de conférences en tant que Président des Jeunes Gardes catholiques. Il est également rédacteur en chef d'un journal catholique à portée locale, la Voix de Woluwe. Depuis 1932, il est conseiller communal. En cette qualité, il unit ses forces avec Guillaume Abeloos, secrétaire communal, et Jules Portauw, chef du service population, pour produire de faux documents d'identité et des timbres de rationnement destinés aux réfractaires. Il cache également un jeune juif dans la maison familiale, Ralph Mayer. Sans doute sur dénonciation, le 13 juillet 1943, la Gestapo débarque chez les Jonnart. Ralph a le temps de s'enfuir mais Albert est arrêté. Il est condamné au travail obligatoire sur le mur de l'Atlantique. Il meurt, exténué, à Nordausques le 15 mars 1944. Jonnart et son épouse ont été reconnus Justes parmi les nations en 2022.

Le mémorial Yad Vashem qui honore les victimes de la Shoah décerne le titre de « Juste parmi les nations » au nom de l'État d'Israël à celles et ceux qui ont mis leur vie en danger pour sauver des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. La demande de reconnaissance doit émaner d'un individu ou d'un groupe juif et doit respecter des critères stricts.

15. Ici vécurent **Estera Fajersztejn et Maurice Heiber** (boulevard Brand Whitlock 149)

Les époux Heiber sont des Polonais juifs nés au début du siècle dernier. Maurice est directeur du service social de l'Association des Juifs de Belgique (AJB), un organe mis sur pied par l'autorité allemande en novembre 1941. Sous le couvert d'assurer la survie matérielle des Juifs, en gérant hospices, orphelinats et établissements scolaires (les enfants juifs sont graduellement exclus des écoles non juives), l'AJB joue en réalité un rôle non négligeable dans la déportation des Juifs de Belgique. L'association convoquera ainsi plus de 12.000 hommes, femmes et enfants à la Caserne Dossin pour une « mise au travail obligatoire » qui se révèle être un aller simple pour les camps d'extermination. En 1942, des membres juifs des Partisans armés mettent à sac un local et l'AJB et en détruisent tous les fichiers personnels. Un peu plus tard, ils tuent par balle un membre du comité de direction. Les Heiber sont conscients que l'AJB est un rouage de la déportation des Juifs et rejoignent le Comité de Défense des Juifs (CDJ), où Marcel devient responsable de la section Enfance. Estera, ou « Madame Pascale » comme elle était connue dans la clandestinité, développe un système de codage pour l'hébergement des enfants, basé sur l'utilisation de quatre carnets, chacun faisant référence à l'autre en utilisant des codes. Ces carnets seront cruciaux pour réunir les enfants avec leur famille après la guerre. Maurice quant à lui use de son influence pour faire libérer des enfants pris lors des rafles. C'est ainsi la reine Élisabeth qui convainc l'autorité allemande de libérer 80 enfants enlevés dans un orphelinat de l'AJB. Ils sont tous deux arrêtés le 21 mai 1943 et relâchés le 11 janvier 1944. Maurice meurt en 1981, Estera en 1992.



Portrait de Maurice Heiber vers 1942
© Fondation Auschwitz

La persécution des Juifs de Belgique va aboutir aux premières rafles durant l'été 1942, d'abord à Anvers, ensuite à Bruxelles. Ils sont enfermés à la Caserne Dossin où ils attendent de funestes trains. Entre le 4 août 1942 et le 31 juillet 1944, 28 convois successifs transporteront 25.000 Juifs et 350 Sintés vers le camp d'extermination d'Auschwitz. Seule une poignée survivra à l'enfer.

Rendons hommage à **Jules Bastin** (square Vergote 34). Vétéran de la Première Guerre mondiale, il participe à la Campagne des 18 Jours en tant que chef d'État-major du corps de cavalerie. Après la capitulation, il rallie d'anciens membres de la cavalerie et de l'artillerie. Il entre ainsi en contact avec les chefs de la Légion belge (future Armée secrète) dont il prendra bientôt la tête. Le gouvernement belge en exil lui ordonne de fédérer la Résistance belge. Il est arrêté à deux reprises en 1943. La seconde fois, il est transféré de camp en camp sous le statut Nacht und Nebel. Créé dès la fin 1941 pour faire disparaître certains détenus, ce statut visait à décourager la Résistance en créant un climat de peur. Il meurt le 1er décembre 1944 à Gross-Rosen, à l'âge de 55 ans.

Émile Lartigue (avenue Général Lartigue) s'engage à plus de 70 ans dans l'Armée de Belgique, la dénomination qu'arborait la Légion belge sous l'impulsion de Jules Bastin. Il a derrière lui une riche carrière militaire, nommé successivement lieutenant-colonel, colonel et général-major durant la Première Guerre mondiale. La France le nommera en outre Commandant de la Légion d'honneur. Au sein de la Résistance, cette fois, il fait partie du service de renseignements politiques. Le 20 janvier 1943, il est pris pour cible par des collaborateurs qui l'abattent froidement, sans doute pour son appartenance à la franc-maçonnerie. Il meurt de ses blessures deux jours plus tard. L'ancienne avenue de la Rotonde est renommée en sa mémoire.

Basile Gordower (square Vergote 10B), commerçant apatride né à Kiev en 1911, commandant au sein des Partisans armés. Il devient la bête noire de l'organisation Todt (génie civil allemand) en menant de nombreuses actions contre leurs installations bruxelloises : véhicules mis hors service, vol de carburant, vol de plan des magasins centraux au profit de l'aviation britannique. Il transforme une usine à Vilvoorde pour y fabriquer grenades et des bombes à retardement. Il ne sera jamais pris.

L'organisation Todt (OT) est un organisme paramilitaire allemand créé par Fritz Todt en 1938. Si l'OT est d'abord un groupe de génie civil – Fritz Todt avait dirigé avant ça le projet de Reichsautobahn (réseau d'autoroutes) – elle joue rapidement un rôle majeur dans la construction de l'infrastructure militaire nazie, dont le mur de l'Atlantique. À partir de 1940, l'OT recrute sur base volontaire et forcée (prisonniers politiques, prisonniers de guerre et juifs) dans les pays occupés.

Voltaire Auquier (avenue d'Août 8) fut actif dans la province de Namur exclusivement. Néanmoins, son engagement pour la Belgique ne doit pas être oublié. En tant qu'agent de l'État, il a dérobé les registres de la population de la ville de Namur qu'il a ensuite falsifiés. Cela a notamment permis à de jeunes Namurois d'échapper au travail obligatoire. Il a également profité de ses fonctions pour délivrer des timbres de ravitaillement et des cartes de travail.

André Guillet (avenue Lambeau 85) est né à Schaerbeek en 1921. Il rejoint la Légion belge dans le courant de 1942 où il devient membre d'une unité spéciale, le Corps franc. Il est affecté à des missions de renseignement et d'hébergement. Hélas, cette faction de l'Armée secrète est infiltrée par le contre-espionnage allemand et ses dirigeants sont arrêtés le 27 avril 1943. Trois jours plus tard, c'est au tour d'André. Après 9 mois d'enfermement à Saint-Gilles, il est déporté en Allemagne sous le statut Nacht und Nebel. Il disparaît lors de l'évacuation du camp de Gross Rosen en février 1945. Un panneau didactique a été érigé en sa mémoire non loin de son domicile.

François Vrancken (avenue du Prince Héritier 41) est un instituteur membre de l'Armée secrète. Il est victime de la même vague d'arrestations que Jules Bastin et André Guillet. Quarante-six hommes et trois femmes seront ainsi déportés en Allemagne pour y être jugés avec le même chef d'accusation : « aide à l'ennemi ». Selon l'un de ses codétenus au camp de Gross-Rosen, François était l'exemple de celui qui résiste jusqu'à la mort. Les mots ne sont pas à prendre à la légère, Vrancken y décède en novembre 1944, il n'a pas encore 30 ans.

16. Ici vécut **Richard Altenhoff** (avenue Marie-José 154)

Né en 1913, Richard Altenhoff fait son service militaire en 1938-1939, après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur mécanicien de l'ULB. Il reste mobilisé suite à l'invasion de la Pologne par l'Allemagne en 1939. Il devient chef d'un peloton de transmission et accompagne une compagnie du génie spécialisée en sabotage, avec laquelle il prend part à la Campagne des 18 Jours.

Après la capitulation, il retourne en apparence à la vie civile. En apparence seulement car, avec ses amis de l'ULB, il fonde le Groupe Gérard (Groupe G). Celui-ci se spécialise dans la transmission de renseignements militaires et dans le sabotage. Richard Altenhoff fait partie des têtes pensantes de la première heure, aux côtés de Jean Burgers, chef historique du groupe. Il prend la tête de la logistique au niveau national.

Bien qu'il n'y ait pas pris part et que le Groupe G ait toujours refusé d'être crédité pour l'attaque du 20e convoi vers Auschwitz, il semble bien que c'est cette opération qui mène à l'arrestation de Richard Altenhoff le 3 juillet 1943. Il subit la torture à Breendonk pendant plusieurs mois, avant d'être jugé par un tribunal militaire puis fusillé au Tir National le 31 mars 1944.

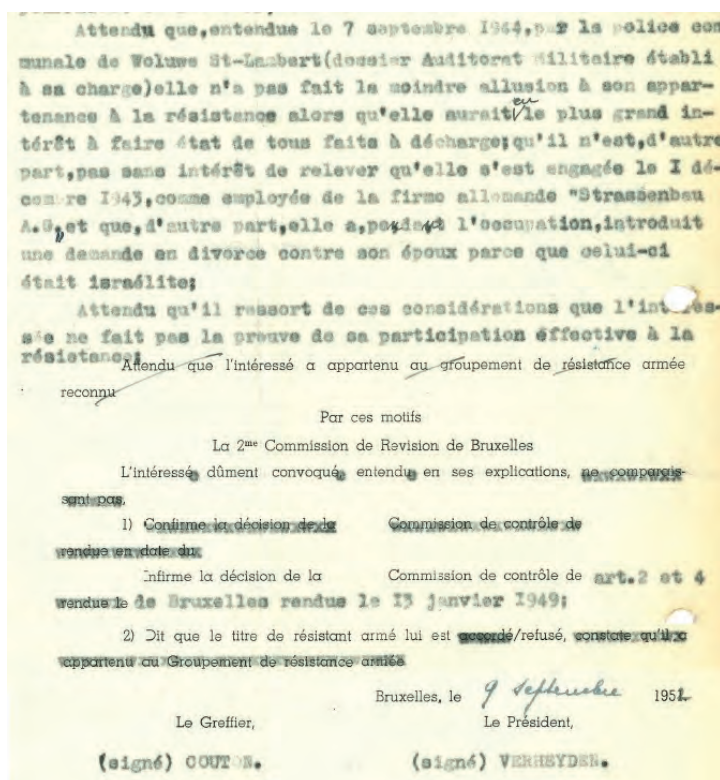


Portrait de Richard Altenhoff, sans date
© Famille Altenhoff

17. Ici vécut Marie Rocek (avenue Marie-José 27)

Maria Rocek incarne l'ambiguïté qui règne durant tout conflit armé. Les dossiers constitués après la guerre, destinés à reconnaître les Résistants armés, préfèrent cependant les récits sans équivoque, ce qui n'est pas le cas de l'histoire peu habituelle de Marie. Elle vit en Belgique mais elle est de nationalité autrichienne, c'est-à-dire allemande depuis l'Anschluss. Peu après l'invasion, elle divorce de son mari israéliite. Chez elle, elle imprime pourtant de la presse clandestine, ce qui lui vaut à trois reprises la visite de la Gestapo et trois enfermements de courte durée. Ses agissements auraient, selon ses propres dires, attisé la curiosité de la Werbestelle, le service du travail obligatoire. Mais étant de nationalité allemande et sous le coup d'un ordre de quitter le territoire, elle risque un aller simple pour un camp de redressement. C'est ce qui expliquerait le fait qu'elle postule et même verse un pot-de-vin pour obtenir un poste dans une firme allemande. C'est dans ce contexte qu'elle aurait fourni des renseignements aux Partisans armés, informations qui, une fois transmises à Londres, ont permis le bombardement d'un transport allemand de machines de construction. Après la guerre, elle justifie son divorce en expliquant qu'il était de commun accord, et qu'elle a d'ailleurs plus tard épousé un autre israéliite, avec qui elle a eu plusieurs enfants. En vain : la commission de révision de l'Office de la Résistance lui refuse la reconnaissance en tant que Résistante armée. Alors, Marie Rocek, Résistante ou collabo ?

Extrait du procès-verbal de décision de la Commission de Révision confirmant le refus de décerner le statut de Résistant armé à Marie Rocek © Musée des Résistances



18. Ici vécut **Albert-Charles Servais** et son épouse **Marie-Louise Kinet** (avenue Marie-José 25)

Fils du bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert, **Albert Servais** (1933-1947, destitué durant l'occupation), Albert-Charles est actif dans la Résistance au sein du mouvement Les Insoumis. Il distribue la presse clandestine, apporte son soutien aux Juifs et aux réfractaires, ainsi qu'aux chaînes d'évasion. Le soir du 12 juillet 1944, six résistants font irruption à son domicile. Ils entraînent Albert-Charles et son épouse à la cave où ils les exécutent de plusieurs dizaines de balles de pistolet-mitrailleur. **Marie-Louise** était enceinte de 8 mois. Au lendemain du conflit, la rue de la Drève est rebaptisée en l'honneur des époux Servais-Kinet et un comité a été créé afin de financer un mémorial à placer sur leur tombe par souscription publique.



Monument funéraire du couple à l'ancien cimetière communal, avenue du Dernier Repos © Archives communales de Woluwe-Saint-Lambert

Avec quelques 700 titres au total, la Belgique produit plus de presse clandestine qu'aucune autre nation durant la Seconde Guerre. La Libre Belgique, Churchill-Gazette, La Voix des Belges, le Front, Le Drapeau rouge... tant de « journaux » qui ne sont pas sans conséquences : des plus de 12.000 Résistants reconnus de la presse clandestine, 1650 meurent des suites de la répression.

19. Ici vécut la **famille Breuer** (square Marie-José 1)

Jacques Breuer était conservateur du département de la Belgique ancienne et directeur du service des fouilles des Musées royaux d'Art et d'Histoire du Cinquantenaire. Archéologue de renom, les Allemands le laissèrent à son poste et il parvint à éviter que les réserves du musée ne soient pillées par l'occupant, comme c'était le cas partout ailleurs en Europe. Jean et son frère André sont membres de l'Armée Secrète. **Germaine Breuer** (née Raick), la mère de famille, avait déjà été active dans le renseignement durant la Première Guerre. Suite à l'arrestation d'Albert Jonnart en 1943, la famille Breuer recueille le jeune Ralph Mayer. **Jean**, ami de Pierre Jonnart, guide discrètement Ralph jusqu'au Cinquantenaire. Il est présenté comme un étudiant-stagiaire et loge discrètement sur place, avec le concours du concierge et, le temps passant, le silence bienveillant d'autres employés du musée.

La Belgique libérée, Jean s'engage comme volontaire de guerre dans un régiment de parachutistes, le 1st Belgian SAS Regiment. Il participe ainsi aux combats de libération des Pays-Bas durant lesquels il est mortellement blessé. Pour avoir caché Ralph Mayer, Jacques, Germaine, Jean ainsi que le concierge du Cinquantenaire ont été reconnus Justes parmi les Nations en 2022.



Retrouvailles en août 1945. De droite à gauche : Jacques Breuer, Ralph Mayer, Jacqueline Jonnart, André Breuer dans son costume de volontaire de guerre, Colette Breuer, Germaine Breuer (épouse de Jacques), Pierre Jonnart également volontaire de guerre, Philippe Breuer, Marie Raick, Simone Jonnart (épouse d'Albert) et une cousine Jonnart, "Minette" Delvigne © Famille Breuer

Rendons hommage à **Pierre Davreux** (avenue des Cerisiers 194). À 21 ans, Pierre Davreux fuit la Belgique pour la Grande-Bretagne, où il reçoit une formation de parachutiste. La mission Virgilia l'entraîne vers sa terre natale où il est chargé de former au combat les bataillons des Partisans armés. Il tombe au combat le 1^{er} septembre 1944 à Recogne.

Maurice Vega (avenue des Cerisier 135) a 16 ans à peine lorsqu'il rejoint les rangs de la Légion belge. Il dirige plusieurs expéditions nocturnes dans un dépôt allemand situé chaussée Mont-Saint-Jean, où il s'empare de millions de munitions pour son groupement. Il est arrêté en octobre 1941 et est torturé des semaines durant. Il choisit d'endosser entièrement la responsabilité de ses actions et d'autres, auxquelles il n'a pas participé, afin de ne pas incriminer ses chefs. Tenu au secret pendant de nombreux mois, il contracte la tuberculose dont il décède à Düsseldorf le 13 novembre 1942, faute de soins.

20. Ici vécut **Robert Dalechamp** (avenue Robert Dalechamp 36)



Portrait de Robert Dalechamp, probablement peu avant la guerre © Famille Vermeire-Henry

Né en 1921, **Robert Dalechamp** est encore étudiant lorsque la guerre éclate. C'est dans ce contexte qu'il entre une première fois en contact avec la Résistance, via l'une de ses professeures active dans l'exfiltration de soldats alliés. Il ne tarde pas à rejoindre l'Armée secrète et le Service de Renseignement Luc-Marc. Il établit un dépôt d'armes chez ses grands-parents au n° 78 de l'avenue Georges-Henri. Sa première mission pour le Service Luc-Marc est de convaincre les anciens officiers de l'armée belge, récemment libérés suite à la capitulation, de rejoindre la Résistance ou de leur céder leur arme de service. Ensuite, il se consacre au renseignement et l'évacuation d'aviateurs alliés, dont certains seront même hébergés chez ses grands-parents. C'est malheureusement là qu'il est arrêté le 10 juin 1943. Il est ensuite déporté en Allemagne, il périt à Flossenbürg le 7 mars 1945. Au lendemain du conflit, l'avenue de Juin, où il vivait, est rebaptisée en son honneur.

Pour faciliter les répressions dans les territoires occupés, le régime nazi met en place plusieurs structures. La Feldgendarmerie est une police allemande militaire qui doit assurer la sécurité des troupes d'occupation et le maintien de l'ordre public. Elle peut arrêter des individus sur ordre d'une Kommandantur. La Geheime Feldpolizei (GFP) est de nature très semblable mais vise à débusquer Résistants, espions, Juifs et communistes. Enfin la Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst (Sipo-SD), qui est une police politique, lutte activement contre les mouvements de Résistance et supervise la déportation des Juifs. La Gestapo est une section de cette dernière mais la dénomination va souvent se confondre avec la Sipo-SD ou la GFP.

21. Square du 8 mai (place de Mai)

Le 8 mai 1945 marque la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe. L'Allemagne a capitulé, mais le conflit fait encore rage dans l'océan Pacifique.

En Belgique, on dénombre près de 90.000 victimes. De ces 90.000, près des deux tiers sont des civils, tués durant la Campagne des 18 Jours, la bataille des Ardennes, par les bombes aériennes V1 et V2 allemandes, mais également dans les bombardements alliés, en Belgique ou en Allemagne. La moitié de la population juive de Belgique a disparu dans les camps d'extermination, soit près de 25.000 âmes. 15.000 Résistants ont sacrifié leur vie dans l'espoir d'une libération : exécutés, morts au champ d'honneur, décédés des privations et des mauvais traitements dans les prisons et camps de concentration nazis. Ne sont pas pris en compte les centaines d'hommes et de femmes qui mourront des suites de maladies contractées dans lesdits camps.

Le square du 8 mai a été inauguré à la place de Mai en 2005, à l'occasion du 60e anniversaire de l'armistice de la Seconde Guerre mondiale en Europe. Il accueille en son centre l'œuvre Du bois de la crosse du fusil germe l'arbre de vie par l'artiste belge Christian Krekels, symbolisant la portée de ce tournant de l'Histoire.

Inauguration de l'œuvre par l'artiste et le bourgmestre de l'époque, Georges Désir, le 8 mai 2005 © Archives communales de Woluwe-Saint-Lambert



